

ECOBUSINESS

PME - TPE - STARTUP

27 Janvier 2025

www.lodj.ma



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST



REALLY GREAT SITE

REALLY GREAT SITE

**Tourisme marocain :
Une transformation silencieuse,
des résultats éclatants !**

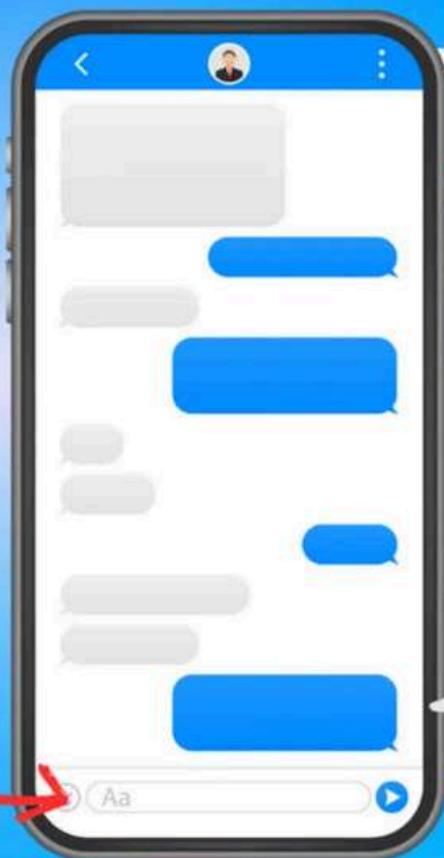
SCAN ME



**FATIM-ZAHRA AMMOR : QUAND UNE MINISTRE RÉUSSIT À
CONCRÉTISER LA FEUILLE DE ROUTE DE SON SECTEUR, IL EST
ESSENTIEL DE LE RECONNAÎTRE ET DE LE METTRE EN LUMIÈRE**

LODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**



SCAN ME



FATIM-ZAHRA AMMOR : UNE STRATÉGIE DISCRÈTE MAIS EFFICACE POUR HISSER LE TOURISME MAROCAIN AU SOMMET

LE TOURISME RURAL AU MAROC : ENFIN UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

ESSENCE ET GASOIL : POURQUOI LES PRIX NE SUIVENT PAS LA LOGIQUE INTERNATIONALE ?

ACHETER LOCALEMENT EN LIGNE : ALIEXPRESS PARLE DÉSORMAIS DIRHAM !

UNE RETRAITE INCERTAINE POUR 36% DES MAROCAINS : UN DÉFI NATIONAL

L'INVESTITURE DE DONALD TRUMP PROPULSE LE BITCOIN À UN NOUVEAU RECORD HISTORIQUE

QUAND MARRAKECH FLAMBE ET CASABLANCA S'ESOUFFLE : LE MARCHÉ IMMOBILIER EN PLEIN BOULEVERSEMENT

BILLETS : LA POLITIQUE MAROCAINE À L'ÉPREUVE DE LA NUANCE : UN APPEL À DÉPASSER LE SIMPLISME



Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 27 JANVIER 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : ADNANE BENCHAKROUN - MAMOUNE ACHARKI - MOHAMED AIT BELLAHCEN

CHRONIQUEURS INVITÉS : AZIZA BENKIRANE - JAMAL BENADDOU IDRISSE - SOPHIA EL KHENSAE BENTAMY

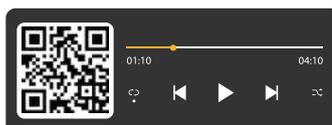
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



LE LIRE C'EST BIEN,
L'ÉCOUTER C'EST
ENCORE MIEUX !

FATIM-ZAHRA AMMOR : UNE STRATÉGIE DISCRÈTE MAIS EFFICACE POUR HISSER LE TOURISME MAROCAIN AU SOMMET

Fatim-Zahra Ammor : La discrète architecte du miracle touristique marocain

La ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire, Fatim-Zahra Ammor, s'impose comme l'architecte discrète mais déterminée de la réussite touristique du Maroc. Derrière des résultats impressionnants se cache une stratégie méthodique qui fait aujourd'hui du royaume une référence en Afrique et au-delà.

Sous la houlette de Fatim-Zahra Ammor, le secteur touristique marocain affiche des performances historiques. Avec 17,4 millions de visiteurs en 2024, le Maroc enregistre une croissance de 20 % par rapport à 2023 et de 35 % par rapport à 2019. Ces résultats positionnent le pays en tête des destinations africaines, une reconnaissance qui va au-delà des frontières du continent.

En parallèle, les recettes touristiques en devises devraient dépasser les 110 milliards de dirhams, une manne économique essentielle pour le royaume. Ce succès découle d'une vision long terme et d'une gestion stratégique, mêlant modernisation des infrastructures et valorisation des ressources humaines.

Pour relancer le tourisme, Fatim-Zahra Ammor a orchestré un plan d'urgence de 2 milliards de dirhams qui a permis au secteur de rebondir après la crise sanitaire. Ce dispositif a été complété par une nouvelle feuille de route dotée d'un budget de 6,1 milliards de dirhams, visant à consolider les acquis et à stimuler l'innovation dans le secteur.

L'un des projets phares est le programme « Cap Hospitality », un levier clé pour renforcer l'offre hôtelière en vue des grands événements sportifs à venir, notamment la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et la Coupe du Monde 2030. Ce programme prévoit la rénovation de 25 000 chambres grâce à un investissement de 2 milliards de dirhams, garantissant une capacité d'accueil de qualité pour les visiteurs.

Consciente que le capital humain est au cœur du développement touristique, la ministre a mis en place plusieurs initiatives pour former une nouvelle génération de professionnels du secteur. Quatorze nouvelles filières de formation ont été créées en partenariat avec l'OFPPT, tandis que le programme « Kafaa » accompagne les jeunes talents pour répondre aux exigences du marché. Ce focus sur la formation contribue à réduire le chômage tout en garantissant un service de haute qualité aux touristes.

Avec 827 000 emplois générés, dont 25 000 nouveaux postes en 2024, le tourisme devient un moteur significatif pour l'économie marocaine, renforçant l'attractivité du pays sur la scène internationale.

Le tourisme interne, souvent négligé par le passé, occupe désormais une place centrale dans la stratégie ministérielle. Avec 8,5 millions de nuits enregistrées en 2024 dans les établissements classés, ce segment représente près de 30 % du total des nuitées. Cette dynamique permet de stabiliser le secteur face aux fluctuations du tourisme international, tout en valorisant les régions moins connues du royaume.

Fatim-Zahra Ammor incarne une approche différente : loin des projecteurs, elle privilégie les résultats concrets. Son leadership silencieux mais efficace démontre que la persévérance et une gestion réfléchie peuvent transformer un secteur entier. Chaque chiffre annoncé, chaque initiative lancée témoigne d'une vision cohérente et ambitieuse.

Grâce à cette stratégie minutieuse, le Maroc s'installe durablement comme une destination phare en Afrique et dans le monde. Les efforts de modernisation, combinés à l'accent mis sur le tourisme durable et l'inclusion, augurent d'un avenir prometteur pour le secteur.

LE TOURISME RURAL AU MAROC : ENFIN UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tourisme Rural : Un programme doté de 188 MDH pour la valorisation de 16 villages

Une approche ciblée pour valoriser les richesses locales

Le tourisme rural au Maroc : Enfin une stratégie ambitieuse pour un développement durable
Le Maroc fait un pas décisif dans la promotion du tourisme rural avec un projet ambitieux visant à dynamiser 16 villages répartis dans tout le pays. Doté d'un budget global de 188 millions de dirhams (MDH), ce programme, piloté par le ministère du Tourisme en collaboration avec la Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT), s'inscrit dans la feuille de route 2023-2026. Mais cette initiative saura-t-elle répondre aux attentes élevées des populations locales et des touristes ?

Ce programme met l'accent sur le potentiel socio-économique des zones rurales. Chaque village sélectionné bénéficiera d'investissements ciblés pour améliorer ses infrastructures touristiques et créer des espaces adaptés aux besoins des visiteurs. De nouveaux hébergements atypiques, des installations culturelles et des infrastructures de loisirs viendront compléter l'offre existante. Mais au-delà des annonces prometteuses, la question demeure : comment s'assurer que ces projets se traduisent en impacts concrets pour les populations locales ?

Par ailleurs, la SMIT s'engage à veiller à la durabilité des projets, une garantie essentielle pour préserver les écosystèmes fragiles qui font l'attrait de ces villages. Cependant, les défis sont nombreux : gestion des ressources naturelles, implication des communautés locales et coordination efficace entre les différents partenaires.

Le projet repose sur des partenariats nationaux et internationaux, notamment avec des acteurs de renom tels que Club Med et Marriott. Ces collaborations visent à attirer des touristes à la recherche d'expériences uniques, tout en promouvant l'artisanat, la gastronomie et les traditions locales. Une stratégie marketing ambitieuse sera déployée pour faire connaître ces destinations, mais l'enjeu reste d'assurer une attractivité durable et de ne pas tomber dans une standardisation touristique dénaturant l'authenticité des lieux.



Les villages sélectionnés, répartis sur quatre grandes zones géographiques, reflètent la richesse des paysages marocains : montagnes, côtes, oasis, et plaines. Des cascades majestueuses d'Ouzoud aux ksars historiques d'Ait Benhaddou, chaque site offre une expérience différente. L'accent est mis sur l'immersion et la découverte, qu'il s'agisse de randonnées, de festivals culturels ou de gastronomie locale.

Mais une question persiste : cette diversité sera-t-elle exploitée de manière équitable, ou certaines régions risquent-elles d'être privilégiées au détriment d'autres ? Les choix stratégiques dans la répartition des investissements détermineront en grande partie le succès de ce projet.

Ce programme représente une opportunité unique de renforcer l'économie des zones rurales, souvent marginalisées dans les politiques de développement. Il pourrait également contribuer à freiner l'exode rural en offrant des perspectives économiques aux habitants locaux. Mais pour cela, il faudra s'assurer d'une mise en œuvre transparente, d'une évaluation régulière des impacts et d'un engagement réel des communautés concernées.

Si cette initiative marque un tournant pour le tourisme rural au Maroc, elle doit aussi être le point de départ d'une réflexion plus large sur le rôle du tourisme dans le développement durable et inclusif du pays.

LODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES



Essence et Gasoil : Pourquoi les prix ne suivent pas la logique internationale ?



Le rapport 'Reporting du 3ème trimestre 2024 sur le suivi des engagements des sociétés de distribution de carburants) du Conseil de la Concurrence, bien qu'analytique et détaillé, soulève indirectement certaines critiques et observations concernant les pratiques des sociétés de distribution de carburants et le fonctionnement du marché.

Le rapport met en lumière plusieurs faiblesses du marché des carburants au Maroc :

- Une concentration excessive du marché, limitant la concurrence.
- Un manque de transparence dans la répercussion des baisses internationales sur les prix locaux.
- Des marges commerciales jugées élevées, au détriment des consommateurs.
- Une évolution limitée des infrastructures et de la concurrence, renforçant la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre d'acteurs dominants.

Ces critiques appellent à une meilleure régulation du secteur afin de garantir une concurrence équitable, une transparence accrue et des bénéfices tangibles pour les consommateurs.

Voici les principales critiques implicites ou explicites identifiées :

Essence et Gasoil : Pourquoi les prix ne suivent pas la logique internationale ?
Manque de transparence dans la répercussion des baisses des coûts d'achat

- L'analyse montre que les baisses des cotations internationales (CIF) ne sont pas entièrement répercutées sur les prix de cession nationaux, en particulier pour le gasoil. Par exemple :

- Pour le gasoil : La baisse des prix de cession (-0,42 DH/L) est inférieure à celle des coûts d'achat (-0,69 DH/L) et des cotations CIF (-0,68 DH/L), ce qui pourrait indiquer une rétention partielle des bénéfices par les opérateurs.

- Pour l'essence : Bien que la baisse soit plus alignée (-1,05 DH/L pour les cotations CIF et -0,72 DH/L pour les prix de cession), un écart persiste, laissant supposer que les opérateurs ne répercutent pas intégralement les baisses sur les consommateurs

Marges commerciales relativement élevées

- Les marges brutes réalisées par les opérateurs restent relativement élevées, notamment pour l'essence (2 DH/L en moyenne, contre 1,46 DH/L pour le gasoil). Ces marges sont supérieures à celles enregistrées au 2ème trimestre 2024, malgré les tendances baissières des coûts d'achat et des cotations internationales. Cela pourrait indiquer une stratégie des entreprises visant à maintenir des niveaux de rentabilité élevés au détriment des consommateurs.

- Cette dynamique de "compensation" adoptée par les opérateurs est critiquée, car elle réduit l'impact des baisses internationales sur les prix nationaux.

Essence et Gasoil : Pourquoi les prix ne suivent pas la logique internationale ?

Conseil de la Concurrence : Analyse des pratiques des distributeurs de carburants au Maroc : entre marges élevées et concentration du marché

Concentration du marché

- Les neuf sociétés concernées par le reporting dominent largement le marché :
- Elles représentent 84% des importations totales** de carburants.
- Elles contrôlent 81,7% des capacités de stockage et 72,5% du réseau de stations-service
- Cette concentration peut limiter la concurrence effective sur le marché, favorisant des pratiques coordonnées ou un contrôle excessif sur les prix et marges.

Faible impact des fluctuations internationales sur le marché national

- Le rapport souligne que les prix de vente à la pompe au Maroc ne sont pas directement liés aux cours du pétrole brut, mais aux cotations des produits raffinés (Platts). Cependant, il est critiqué que les baisses des cotations internationales ne se traduisent pas rapidement ni intégralement sur le marché national, ce qui limite les bénéfices pour les consommateurs.

Évolution limitée de la capacité de stockage et des infrastructures

- Bien que la capacité de stockage ait augmenté de 4,2% au 3ème trimestre 2024, elle reste insuffisante pour réduire les vulnérabilités liées aux fluctuations internationales. Les neuf sociétés concernées détiennent 81,7% de la capacité totale, ce qui limite la possibilité de diversification des acteurs et d'amélioration des infrastructures.

Réseau de distribution stagnant

Le nombre d'opérateurs disposant d'un agrément pour la distribution de carburants reste inchangé (35 opérateurs). De plus, bien que 31 nouvelles stations-service aient été ouvertes, les neuf sociétés concernées ont réduit leur réseau de 23 stations, ce qui pourrait limiter l'accessibilité pour les consommateurs.

Fiscalité et impact sur les consommateurs

Bien que les recettes fiscales (TIC et TVA) aient augmenté de 6,6% (+454 millions de dirhams), cela est principalement dû à une hausse des volumes importés et non à une amélioration des prix ou des marges pour les consommateurs. Cela renforce l'idée que les bénéfices de ces hausses fiscales ne se traduisent pas par des avantages directs pour les citoyens.

Absence de nouveaux entrants significatifs

Le marché n'a pas vu l'entrée de nouveaux opérateurs significatifs au cours du 3ème trimestre 2024, ce qui limite la concurrence et l'innovation sur le marché. Le dernier agrément pour un nouvel opérateur remonte à octobre 2023.

Manque de régulation stricte

Le rapport met en évidence un manque de régulation stricte pour garantir une répercussion équitable des fluctuations internationales sur les prix nationaux. Les opérateurs semblent jouir d'une certaine liberté dans la fixation des prix de cession, ce qui peut désavantager les consommateurs.

Acheter localement en ligne : AliExpress parle désormais dirham !

Un commerce en ligne plus accessible

AliExpress, géant mondial du commerce en ligne, franchit une nouvelle étape pour répondre aux besoins des marchés locaux en introduisant, dès février 2025, le paiement en dirhams marocains. Cette initiative innovante vise à simplifier les transactions pour les consommateurs marocains et à consolider la position de la plateforme en Afrique.

Fort de son expérience dans des pays comme le Kenya et le Nigéria, où l'option de paiement en monnaie locale a considérablement accru l'engagement des utilisateurs, AliExpress poursuit son expansion. Cette stratégie s'étend désormais à d'autres marchés clés, dont le Maroc, mais aussi l'Égypte, l'Afrique du Sud et la Tanzanie.

Au Maroc, AliExpress se distingue déjà par une logistique efficace permettant une livraison en seulement 10 jours. Cette rapidité constitue un atout majeur pour améliorer l'expérience des utilisateurs et renforcer leur satisfaction. En parallèle, la plateforme explore de nouvelles façons d'interagir avec ses clients, comme en témoignent les showrooms ouverts en Éthiopie. Ces espaces novateurs permettent aux consommateurs d'examiner les produits avant de les commander en ligne, une démarche qui illustre l'attention portée aux attentes locales.

Avec l'introduction du paiement en dirhams, AliExpress ne cherche pas seulement à attirer de nouveaux utilisateurs, mais également à renforcer la fidélité de sa clientèle actuelle. En simplifiant les transactions, la plateforme souhaite rendre le commerce en ligne accessible à un public plus large, tout en renforçant son rôle de leader dans l'écosystème du e-commerce africain.

Cette initiative s'inscrit dans une vision stratégique ambitieuse : offrir une expérience d'achat fluide et adaptée aux spécificités locales, tout en capitalisant sur les innovations pour répondre aux attentes des consommateurs d'aujourd'hui. Avec cette approche, AliExpress confirme sa volonté de s'adapter et d'innover pour conquérir les marchés en pleine croissance.



AliExpress renforce son engagement envers les consommateurs marocains avec le paiement en dirhams

AliExpress introduit le paiement en dirhams marocains dès février 2025

Une logistique rapide et un engagement local renforcé pour séduire le Maroc

Vers une expérience d'achat en ligne adaptée aux besoins des marchés africains



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

L'ODJ
R212

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!



Une retraite incertaine pour 36% des Marocains : un défi national

L'économie informelle, obstacle majeur à la couverture retraite au Maroc

Une récente enquête menée par L'Économiste en partenariat avec Sunergia a mis en lumière une donnée inquiétante : 36% des Marocains ne bénéficient d'aucune couverture retraite. Ce chiffre alarmant soulève des questions cruciales sur l'avenir des travailleurs non couverts par un régime de sécurité sociale, en particulier dans un contexte de vieillissement de la population et de précarité croissante.

Le système de retraite marocain reste marqué par une dualité persistante. D'un côté, les salariés du secteur formel bénéficient d'une couverture via la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale) ou le RCAR (Régime Collectif d'Allocation de Retraite).

De l'autre, une grande partie des travailleurs du secteur informel, des indépendants et des agriculteurs se retrouvent sans filet de sécurité pour leurs vieux jours.

Cette situation reflète l'ampleur de l'économie informelle au Maroc, qui représente environ 30% du PIB national, selon des estimations récentes.

Les conséquences de cette absence de couverture sont multiples : précarité à la retraite, dépendance financière vis-à-vis de la famille, et une charge accrue pour l'État, qui devra compenser par des aides sociales.

"Nous assistons à une bombe à retardement sociale", avertit un expert en politique sociale. Pourtant, des initiatives comme le régime Tayssir ou l'élargissement progressif de la couverture médicale universelle (AMO) montrent que des efforts sont en cours. Mais ces mesures restent insuffisantes face à l'ampleur du problème.

Des pays comme le Mexique ou l'Indonésie ont également été confrontés à des défis similaires. Ces nations ont opté pour des réformes ambitieuses visant à intégrer progressivement les travailleurs informels dans des régimes de retraite simplifiés. Le Maroc pourrait s'inspirer de ces modèles tout en adaptant les solutions à ses spécificités socio-économiques.

Ainsi, l'urgence d'une réforme structurelle du système de retraite marocain ne peut plus être ignorée. L'avenir de millions de citoyens en dépend. À court terme, la sensibilisation et l'incitation à l'adhésion volontaire aux régimes existants pourraient atténuer la crise, mais à long terme, une refonte complète du système est indispensable pour garantir une vieillesse digne à tous les Marocains.

Batterie Made in Morocco : Juin 2026!

La première batterie électrique marocaine sortira des lignes de production de Gotion High Tech dans la région de Kénitra d'ici juin 2026, marquant une étape importante dans les secteurs industriel et énergétique du Maroc.

Initialement prévue pour commencer la production en décembre 2026, l'usine, actuellement en construction, a accéléré son calendrier de six mois pour répondre à la demande croissante de ses produits.

Selon Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce du Maroc, la décision d'accélérer le lancement a été motivée par l'augmentation des commandes déjà en cours, reflétant le fort potentiel de marché du projet.





L'investissement de Donald Trump propulse le Bitcoin à un nouveau record historique

Le Bitcoin, souvent surnommé "l'or numérique", continue de défrayer la chronique en atteignant un nouveau record historique.

Ce bond spectaculaire coïncide avec l'investiture de Donald Trump comme président des États-Unis, marquant une nouvelle ère d'incertitude économique et politique.

Depuis la victoire électorale de Trump en novembre dernier, le cours du Bitcoin a connu une ascension fulgurante, consolidant son statut de valeur refuge pour les investisseurs du monde entier.



Donald Trump, nouveau messie du Bitcoin ?

L'enthousiasme autour du Bitcoin ne semble pas faiblir, malgré les controverses qui entourent certains projets associés à l'ancien président, tels que les cryptomonnaies \$TRUMP et \$MELANIA, qui se sont révélées être des initiatives douteuses. Pourtant, la simple présence de Donald Trump sur la scène politique américaine agit comme un catalyseur pour cette monnaie numérique. Les investisseurs perçoivent le Bitcoin comme un rempart contre l'instabilité, notamment face aux politiques économiques imprévisibles et aux tensions géopolitiques que pourrait engendrer le nouveau mandat présidentiel.

Le Bitcoin incarne plus que jamais une alternative au système financier traditionnel, attirant autant les spéculateurs que les institutions financières cherchant à diversifier leurs actifs. Ce nouveau sommet historique illustre également la confiance croissante des investisseurs dans la robustesse et l'avenir des cryptomonnaies, en dépit des défis réglementaires et des fluctuations de marché. L'année 2025 s'annonce donc cruciale pour l'évolution de cet actif numérique, qui continue de redéfinir les règles du jeu économique mondial.



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



QUAND MARRAKECH FLAMBE ET CASABLANCA S'ESOUFFLE : LE MARCHÉ IMMOBILIER EN PLEIN BOULEVERSEMENT



Un marché en pleine effervescence : hausse de 15 % de la demande en 2024, portée par les appartements et les villas

L'aide au logement, moteur clé des acquisitions en périphérie des grandes villes
Des prix en hausse modérée grâce à une baisse de l'inflation et un taux directeur ajusté

Deux chambres et moins de 80 m² : le nouveau Graal des locataires marocains / les MRE à la rescousse : comment l'aide au logement redessine le marché marocain

Le marché immobilier marocain a connu une année 2024 particulièrement dynamique, marquée par une augmentation de 15 % de la demande pour les biens résidentiels, selon les données de Mubawab.ma, plateforme leader dans le secteur. Les appartements ont enregistré une hausse notable de 17 %, tandis que les villas ont progressé de 10 %.

Deux périodes clés ont concentré 20 % de la demande annuelle : mai et août. En revanche, l'offre de biens a reculé de 10 % par rapport à 2023, accentuant les tensions sur les prix, notamment dans les segments prisés tels que les appartements de deux chambres et les logements de moins de 80 m².

Certaines villes ont tiré leur épingle du jeu : Marrakech (+42 %), Agadir (+28 %) et Tanger (+18 %) affichent une demande en forte progression. À l'inverse, Casablanca a vu une baisse notable de 9 % dans le segment locatif, tandis que Rabat a connu une légère hausse de 8 %.

L'instauration de l'aide au logement en 2024 a significativement dynamisé le marché, favorisant les acquisitions en périphérie des grandes agglomérations comme Salé, Fès et Kénitra. Ce dispositif a également attiré les Marocains Résidant à l'Étranger (MRE), renforçant leur implication dans le marché national.

Les prix ont suivi cette dynamique haussière : les appartements ont enregistré une augmentation de 6,1 %, et les villas de 4 % à l'échelle nationale. Cette progression résulte d'une demande soutenue, d'une baisse de l'inflation et d'un ajustement du taux directeur, réduit de 50 points de base pour retrouver son niveau de fin 2022.

Perspectives pour 2025

Avec une hausse de 4,7 % de la demande locale, le marché reste robuste. Les villas continuent de séduire (+12 %), tandis que les appartements enregistrent une progression plus modérée (+5 %). 53 % des locataires privilégient des biens de deux chambres, avec une préférence marquée pour les logements de moins de 80 m².

Pour 2025, les perspectives sont prometteuses, en particulier dans les villes touristiques et économiques.

Les prix devraient légèrement augmenter dans le segment haut de gamme, tandis que l'offre s'adaptera davantage aux besoins des acheteurs, soutenue par des mesures incitatives comme l'aide au logement.



WELCOME TO OUR CHINESE TOURIST FRIENDS

L'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) et la plateforme de voyage chinoise Ctrip ont annoncé le renouvellement de leur partenariat bilatéral, visant à attirer davantage de touristes chinois au Maroc et à soutenir la reprise du secteur du tourisme après les perturbations causées par la pandémie de 2019.

Cet accord se concentre sur une stratégie globale combinant un contenu engageant, des flux de visiteurs et des offres touristiques sur mesure, présentées à travers la plateforme officielle du Maroc, "Planète."

Pour améliorer la visibilité et l'attrait du Maroc auprès des voyageurs chinois à la recherche de destinations uniques, la collaboration mettra en œuvre des campagnes numériques, des promotions, des activités sur les réseaux sociaux et des événements en direct.

JOBINTECH : UN PROGRAMME POUR FORMER 15 000 TALENTS NUMÉRIQUES D'ICI 2026



Le Maroc fait un pas audacieux vers l'avenir numérique avec le lancement du programme Jobintech, une initiative ambitieuse alignée sur la stratégie nationale « Digital Morocco 2030 ».

Ce programme vise à former et insérer 15 000 jeunes talents dans le secteur numérique d'ici fin 2026, répondant ainsi aux besoins croissants d'une économie diversifiée et tournée vers l'innovation. À cet effet, un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a été lancé pour sélectionner les opérateurs de formation, qu'ils soient publics ou privés, nationaux ou internationaux. Ces derniers auront jusqu'au 31 janvier 2025 pour soumettre leurs candidatures.

Apprendre, se reconvertir, réussir : Jobintech au service de l'avenir digital

Jobintech : Un programme pour former 15 000 talents numériques d'ici 2026

L'objectif principal de cet AMI est de recruter des opérateurs capables de concevoir et déployer des formations intensives et pratiques, axées sur les besoins spécifiques du marché.

Ces formations, basées sur une pédagogie innovante de type « learning by doing », offriront aux apprenants des compétences techniques, comportementales et pratiques adaptées aux exigences du secteur numérique.

Les participants bénéficieront d'un accompagnement tout au long de leur parcours, depuis la formation jusqu'à leur insertion professionnelle.

Le programme Jobintech est le fruit d'une collaboration entre le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration (MTNRA), le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et Maroc Numeric Cluster (MNC).

Une phase pilote, lancée en 2023 à Rabat et Casablanca, a déjà permis de former 1 000 jeunes avec des taux d'insertion prometteurs. Forte de ce succès, l'initiative s'étend désormais à l'échelle nationale.

En plus de répondre à une demande croissante de compétences numériques, ce programme s'inscrit dans la vision du Nouveau Modèle de Développement du Maroc, qui considère le numérique comme un levier essentiel pour la croissance économique et la compétitivité internationale.

En dotant les jeunes Marocains de compétences en Upskilling et Reskilling, Jobintech ambitionne de créer un vivier de talents capables de dynamiser l'écosystème numérique national.

LE PASS JEUNES GÉNÉRALISÉ À L'ÉCHELLE NATIONALE

Une initiative prometteuse pour la jeunesse marocaine

Le Pass Jeunes généralisé à l'échelle nationale

Le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaid, a officiellement annoncé, lundi 20 janvier, la généralisation des services du Pass Jeunes à travers tout le Royaume. Lors de cette cérémonie marquante, plusieurs hauts responsables, ministres, présidents de régions et acteurs du secteur public étaient présents pour souligner l'importance de cette initiative.

Lancé initialement en phase pilote dans la région de Rabat-Salé-Kénitra, le Pass Jeunes a déjà séduit 250.000 jeunes. L'objectif est désormais ambitieux : atteindre 2,6 millions de bénéficiaires d'ici 2026, dans un projet qui vise un total de 8,5 millions de jeunes Marocains âgés de 16 à 30 ans.

Ce programme novateur offre un large éventail d'avantages. En s'inscrivant via une application dédiée, les jeunes peuvent accéder à des services sportifs, culturels, de santé, ainsi qu'à des offres bancaires préférentielles. Parmi les bénéfices : des réductions sur les transports, l'accès aux monuments historiques et musées, et des aides pour participer à des événements sportifs ou culturels.

Chaque détenteur du Pass Jeunes dispose d'un porte-monnaie numérique crédité d'un montant initial de 500 dirhams pour des activités culturelles. À cela s'ajoutent 900 dirhams annuels pour encourager la mobilité à travers des réductions sur les trajets en train et en bus, ainsi que 400 dirhams dédiés aux événements sportifs.

Le ministre Bensaid a insisté sur les retombées économiques du Pass Jeunes, notamment grâce aux services bancaires inclus, qui permettent aux jeunes d'améliorer leur niveau de vie et d'exploiter des opportunités économiques. Par ailleurs, le ministère travaille sur des partenariats avec d'autres institutions publiques et privées pour élargir l'éventail des services et offrir des réductions dans des secteurs clés, comme l'achat d'appareils numériques essentiels à la formation et à l'accès au marché de l'emploi.

Depuis son lancement en 2022, le Pass Jeunes a enregistré des résultats encourageants, avec 50.000 jeunes inscrits durant les premiers mois de test dans la région pilote. Fort de ce succès, le ministère entend mobiliser davantage le secteur privé pour enrichir les offres et renforcer l'impact de ce programme sur l'intégration des jeunes dans la société et l'économie marocaine.

Ce projet s'inscrit dans une stratégie plus large visant à restaurer la confiance des jeunes envers les institutions, un enjeu crucial pour construire un avenir prometteur, où chaque jeune peut croire en son rêve marocain.



Les Marocains accros au café malgré la flambée des prix

Au Maroc, le café continue de séduire les palais, malgré des hausses de prix significatives. En 2024, les importations de café ont atteint des sommets, avec 51.191 tonnes importées pour une valeur totale de 2,26 milliards de dirhams. Cette augmentation de 38 % en valeur par rapport à 2023 illustre un intérêt croissant pour ce breuvage, bien que la consommation par habitant reste stable.

Malgré une consommation par habitant estimée entre 800 et 900 grammes par an, les Marocains restent loin des habitudes de leurs voisins : 3 kg par habitant en Algérie et 1,5 kg en Tunisie. Cette stabilité relative contraste avec le bond des prix internationaux du café. En effet, le coût moyen d'un kilogramme importé est passé de 31,68 dirhams en 2023 à 43,78 dirhams en 2024, impactant directement le marché local.

Cette flambée des coûts a également touché les torréfacteurs, qui mélangent les deux principales variétés importées – le Robusta (85 %) et l'Arabica (15 %) – pour maîtriser leurs prix. Cette stratégie, bien que nécessaire, ne suffit pas toujours à compenser la hausse des tarifs. Selon Khalid Mouratib, président d'une branche régionale de la Fédération des propriétaires de cafés et restaurants, les prix au détail ont grimpé de 30 à 40 dirhams par kilogramme. Face à cette situation, nombreux sont les établissements qui réduisent leurs marges pour préserver un prix accessible par tasse.



Les importations de café explosent au Maroc malgré une consommation par habitant modérée.

Le Maroc reste fortement dépendant des marchés mondiaux pour son approvisionnement en café. Les principales origines des importations de café vert incluent des géants comme le Brésil, la Colombie et le Vietnam, tandis que le café torréfié provient surtout d'Espagne, d'Italie et des Pays-Bas. Cette diversité d'origine ne protège cependant pas le pays des fluctuations des prix internationaux.

Malgré ces défis, le café conserve sa popularité parmi les Marocains, qui semblent prêts à déboursier davantage pour savourer leur boisson préférée. Que ce soit dans les cafés de quartier ou les établissements haut de gamme, la culture du café s'installe durablement, reflétant une évolution des habitudes de consommation.

Les Marocains, plus de café au détriment du thé : une évolution culturelle ?

Alors que le thé à la menthe, véritable emblème de l'identité marocaine, continue de trôner sur les tables familiales, une tendance intrigante émerge : le café gagne du terrain, particulièrement auprès des jeunes et des urbains.

Cette évolution soulève des questions sur les mutations culturelles et les influences extérieures. Le café, souvent associé à un mode de vie moderne et cosmopolite, reflète une transition vers des habitudes plus globalisées.

Cependant, ce changement s'accompagne de débats : le café remplacera-t-il un jour le thé comme boisson préférée des Marocains, ou restera-t-il un plaisir complémentaire ? Une interrogation qui illustre le choc subtil entre tradition et modernité dans les habitudes de consommation.



Le paradoxe automobile dans le monde arabe : entre passion et enjeux économiques

Le secteur automobile arabe attire 25 milliards de dollars d'investissements étrangers selon le rapport Dhaman

Un secteur automobile en pleine expansion dans les pays arabes

Les défis environnementaux et économiques liés à la dépendance automobile

Une industrie prometteuse face à l'urgence de la durabilité

Une attractivité en forte croissance qui interpelle
Le paradoxe automobile dans le monde arabe :
entre passion et enjeux économiques

La fascination des pays arabes pour l'automobile ne cesse de croître, traduisant un attachement culturel et une ambition économique. Cependant, derrière les chiffres flatteurs, une question demeure : cet amour pour la voiture est-il un moteur de développement ou un piège économique ?

Selon le rapport sectoriel 2024 de Dhaman, le secteur automobile arabe a attiré 184 projets étrangers depuis 2003, totalisant 25 milliards de dollars d'investissements et générant 102 000 emplois. Des pays comme l'Arabie saoudite, le Maroc, les Émirats arabes unis, l'Algérie et l'Égypte concentrent 79 % des projets, reflétant leur attractivité pour les investisseurs étrangers. Parmi eux, la Chine se distingue avec 27 projets pour un coût de près de 8 milliards de dollars. Nissan, Renault et Human Horizon Group figurent parmi les leaders en termes de volume de projets, d'emplois créés et de montants investis.

Les ventes de véhicules dans les pays arabes devraient dépasser 2,3 millions d'unités en 2024, avec une part de 2,4 % du marché mondial. Cependant, cette dynamique pose plusieurs défis. L'augmentation moyenne du parc automobile à 307 véhicules pour 1 000 habitants d'ici fin 2024 soulève des questions sur l'impact environnemental et les infrastructures. Les importations, dominées par le Japon, atteignent 97 milliards de dollars en 2023, témoignant d'une dépendance extérieure alarmante.

L'essor des réexportations dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a permis une hausse de 29 % des exportations de véhicules en 2023, atteignant 29 milliards de dollars.

Cependant, cette croissance masque une forte concentration des échanges dans seulement cinq pays, dont le Maroc.

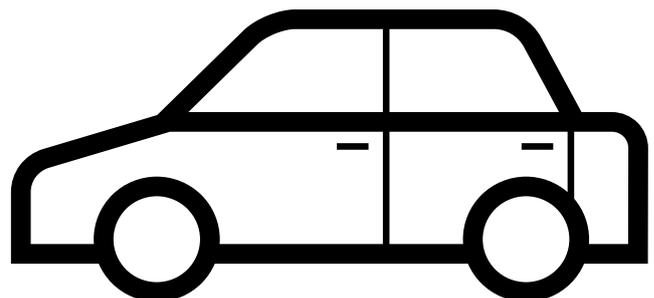
La montée des importations, avec une prédominance des véhicules de transport de personnel, interroge sur la capacité de la région à diversifier son offre industrielle.

Le secteur automobile arabe, bien que prometteur, soulève des questions cruciales.

Les investissements massifs peuvent-ils être soutenable dans un contexte économique mondial instable ?

Et surtout, l'omniprésence des voitures dans les rues arabes reflète-t-elle un progrès réel ou un modèle de consommation exacerbé ?

À l'heure où la transition énergétique devient une urgence planétaire, les pays arabes devront repenser leur stratégie pour équilibrer développement économique et durabilité.





“ La politique marocaine à l'épreuve de la nuance : un appel à dépasser le simplisme

Le Maroc a prouvé à plusieurs reprises sa capacité à relever des défis de taille grâce à une approche pragmatique et concertée.

La réforme du code de la famille doit s'inscrire dans cette dynamique. Plutôt que de céder à la tentation du simplisme ou de l'immobilisme, il est temps de s'engager dans un dialogue véritablement inclusif, où les nuances, loin d'être des obstacles, deviennent le socle d'un progrès durable.

C'est en réconciliant tradition et modernité, en écoutant toutes les voix et en refusant les solutions faciles, que le Maroc pourra avancer vers un modèle sociétal qui garantit dignité, justice et égalité pour tous ses citoyens.

Dans le tumulte de la scène politique marocaine, il devient de plus en plus évident que la nuance perd du terrain face à une radicalité qui s'installe insidieusement. Les débats, souvent dictés par l'urgence et l'émotion, se réduisent à des confrontations binaires, laissant peu de place à la réflexion ou à l'exploration des complexités qui définissent notre époque.

Cette tendance, loin d'être propre au Maroc, prend cependant une forme inquiétante dans un pays où les défis économiques, sociaux et environnementaux nécessitent des approches visionnaires et nuancées.

La radicalisation des discours n'est pas sans lien avec l'évolution des modes de communication. Les réseaux sociaux, devenus des arènes publiques où les émotions l'emportent sur les faits, favorisent des jugements tranchés.

Dans cet espace, les opinions modérées sont souvent noyées dans le bruit de slogans simplistes et populistes, qui trouvent un écho auprès d'une audience en quête de réponses rapides à des problématiques complexes.

Résultat : le compromis, pourtant essentiel à toute démocratie, est perçu comme une faiblesse, et l'action politique s'embourbe dans un cercle vicieux d'immobilisme ou de décisions précipitées.

Pourtant, le Maroc ne peut se permettre cette superficialité. Les grands chantiers nationaux – de la réforme de l'éducation à la transition énergétique, en passant par la lutte contre les inégalités sociales – exigent une vision qui dépasse l'instantanéité.

Ces défis ne se résoudront ni par des discours populistes, ni par des solutions miracles, mais bien par une approche réfléchie, concertée et ancrée dans le long terme. Ignorer cette nécessité, c'est risquer de sacrifier l'avenir sur l'autel du court-termisme.

Il est impératif que les élites politiques, économiques et sociales renouent avec l'essence même du débat public : un espace où les idées, même divergentes, peuvent coexister et enrichir la réflexion collective.



“ La politique marocaine à l'épreuve de la nuance : un appel à dépasser le simplisme

Les leaders marocains, qu'ils soient au sein des institutions ou dans la société civile, ont la responsabilité de résister à la tentation du simplisme et de réhabiliter le dialogue constructif.

Cela passe par une pédagogie constante pour expliquer les choix stratégiques, par une transparence accrue sur les processus décisionnels, et par la promotion d'un véritable pluralisme des idées.

Le Maroc, riche de sa diversité culturelle et de son histoire millénaire, a toujours su tirer sa force de sa capacité à conjuguer tradition et modernité.

Ce même esprit de nuance doit imprégner le discours politique pour éviter que notre société ne glisse dans une polarisation stérile.

Face aux défis globaux qui se présentent, seul un Maroc ancré dans la profondeur et la réflexion pourra prétendre à un développement durable et inclusif.

La nuance n'est pas un luxe, c'est une nécessité. Et c'est un appel à tous les acteurs de la vie publique : engageons-nous dans un dialogue responsable, où la complexité du réel n'est pas un obstacle mais une richesse.



L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

ADNANE BENCHAKROUN

LA POLITIQUE MAROCAINE À L'ÉPREUVE DE LA NUANCE ...



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME